

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 9

Artikel: L'air de Paris : un été agité
Autor: Juilland, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344623>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un été agité

par le major EMG Dominique Juillard

Juillet et août sont traditionnellement des mois calmes, plus détendus, à l'abri des soubresauts qui agitent le monde politique et militaire pendant le reste de l'année. Cet été, la trêve habituelle a été interrompue par des événements qui, s'ils n'ont pas mobilisé l'attention du grand public, pourraient avoir à terme des répercussions durables sur la politique de défense française.

Les révélations du Colonel Spartacus

Au moment où beaucoup de Français se préoccupaient davantage de leur départ en vacances que des difficultés de la défense nationale dues à la rigueur budgétaire, un mystérieux auteur publiait, sous le pseudonyme de Colonel Spartacus, un livre («Opération MANTA, les documents secrets») dans lequel il critique vivement les décisions prises par les chefs civils et militaires responsables de la délicate intervention française au Tchad en 1983 et 1984. Ayant participé à un haut niveau à l'élaboration des décisions, il dévoile les insuffisances et les faiblesses de l'appareil militaire engagé, il révèle les pannes et les erreurs de gestion de la crise qui, selon lui, ont perturbé et même failli compromettre

le bon déroulement de l'opération MANTA qui mettait en œuvre 3500 hommes à 7000 km de leurs bases.

Les milieux officiels ne contestent pas la véracité des faits révélés par le mystérieux colonel. Mais ils réproouvent – et on ne peut que les applaudir – qu'un officier en charge fasse usage de documents classifiés pour rédiger un livre destiné au large public, faisant ainsi fi de l'obligation de discrétion que lui impose sa fonction. En outre, on ne peut que déplorer le ton acerbe et virulent des critiques personnelles formulées à l'égard de hauts responsables en fonction, ce qui n'ajoute rien au fond du débat et ne fait que nuire à la crédibilité de l'auteur. Le ministre de la Défense n'a d'ailleurs pas manqué de porter plainte contre «X» pour diffamation et injure contre les militaires dans l'exercice de leurs fonctions.

La lecture de ce livre apporte néanmoins deux enseignements majeurs de portée générale dépassant le cadre spécifique de l'intervention française au Tchad. Ce cas concret met brutalement en évidence les conditions militaires qui doivent être remplies pour qui veut maîtriser une crise en action extérieure. Il doit disposer de trois moyens:

- une flotte d'avions de transport militaire à long rayon d'action,
- un satellite de télécommunication,
- un satellite d'observation.

Sans ces outils, il n'est pas possible de projeter de façon efficace, autonome et durable un volume significatif de forces à de longues distances. De toute évidence, l'acquisition et l'entretien de tels moyens coûtent extrêmement cher. La France ne les possède pas encore tous. Or, la modicité du budget de la défense est notoire et les difficultés financières vont croissant (à l'état-major, on considère qu'il pourrait manquer de l'ordre de 35 milliards de francs français en trois ans pour assurer les besoins de la défense). Face à ce trou, des choix douloureux seront inévitables; le projet de budget pour 1986 pourrait être, selon les spécialistes («Le Monde» du 3 juillet 1984), l'occasion de dire si la France maintient le cap ou si elle choisit d'abandonner certaines options militaires. Le livre du Colonel Spartacus rappelle, à la veille de ces grands choix, les conditions militaires et techniques garantissant le succès d'une politique active et engagée à vocation mondiale.

La deuxième leçon à retenir est celle de l'évolution de la menace et du changement d'habitudes et de mentalités qu'elle entraîne pour l'exécutant militaire. C'est aujourd'hui davantage la crise que la guerre ouverte qui pèse sur notre sécurité. Dans une récente allocution faite devant les auditeurs de l'IHEDN, le ministre de la Défense Charles Hernu insistait sur les consé-

quences de cette transformation: «...la crise est fille de la dissuasion nucléaire. Lorsque la guerre est impensable car celui qui s'y hasarderait se perdrait lui-même, la crise est cette forme de violence retenue, d'affrontement inachevé, destiné à peser sur la détermination de l'autre pour le contraindre à renoncer à ses intérêts légitimes, et obtenir de lui des concessions qui ne valent pas l'enjeu, et le risque, de la guerre totale: tel est l'état de crise.» L'objectif n'est donc plus de détruire l'adversaire, mais de le faire plier, de le faire renoncer. Plus loin, le ministre décrit comment l'on parvient à ce but grâce à l'emploi nuancé de la force: «La crise contraint donc à respecter un principe d'économie en vertu duquel la pression armée exercée sur l'adversaire doit être suffisante pour qu'il ne se méprenne ni sur nos intentions, ni sur la gravité de la situation, mais sans être excessive au risque de perdre le contrôle de la situation et de l'acculer à une réaction disproportionnée.» On mesure toute la difficulté que peut éprouver l'officier formé et habitué à la guerre classique – où il s'agit d'abord de détruire l'adversaire – lorsqu'il doit transposer ces objectifs politiques en actions concrètes sur le terrain. L'état-major en est bien conscient lorsqu'il dit: «La marge du chef militaire est très limitée. La manœuvre militaire est subordonnée à la manœuvre politico-diplomatique qui fixe le cadre, l'attitude, le volume des forces et les contraintes (autorisation de survol,

rôle des alliances et respect des règlements internationaux, ouverture du feu...). Cette situation a pour corollaire une étroite coordination au plus haut niveau entre le politique et le militaire, ce qui entraîne une centralisation poussée du commandement et de ce fait une limitation de la liberté d'action de l'exécutant sur le terrain, où les longues chevauchées épiques ne sont plus de mise, même si certains peuvent le regretter.» (*Armées d'aujourd'hui*, N° 101).

Le récit du mystérieux Spartacus, c'est l'histoire du dilemme dans lequel est plongé l'officier soucieux d'efficacité militaire à court terme face à des objectifs politiques subtils à long terme.

Le principe Eurêka

La réunion à Paris, le 17 juillet, des ministres de dix-sept pays européens (dont la Suisse) pour donner un contenu concret au projet d'une Europe de la technologie, plus connu sous le nom d'Eurêka, pourrait se révéler être, à l'horizon 2000, l'événement capital de l'été 1985. De cette conférence en apparence banale et peu spectaculaire, on dira peut-être un jour qu'elle fut à l'origine de la survie d'une Europe indépendante. Comme le prophétise le PDG d'un grand groupe industriel: «Si Eurêka échoue, adieu l'Europe.»

Pourquoi ce projet qui se veut un programme civil est-il d'une si grande importance pour la défense de la

France et de l'Europe? Pour le comprendre, il faut remonter à l'origine du projet Eurêka: c'est pour faire face au colossal défi technologique et financier que représente l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine et pour contrebalancer l'offre de coopération en matière d'utilisation de l'espace adressée aux Européens par le président Reagan qu'en avril 1985 le président Mitterrand présente aux ministres de l'Union de l'Europe occidentale un projet de communauté technologique européenne.

Conscient qu'aucun pays d'Europe n'est capable de mettre seul en œuvre les moyens humains, techniques et financiers (26 milliards de dollars en cinq ans seulement pour la recherche!) qu'affectent les Etats-Unis à l'IDS, le chef de l'Etat français vise à mobiliser avec Eurêka les énergies des entreprises, des instituts de recherche et des administrations européennes pour le développement de toutes les technologies civiles avancées. C'est le prix à payer si les Européens ne veulent pas être irrémédiablement distancés sur le plan technologique et économique. Les E.T. (Emerging Technologies) pourraient révolutionner le monde civil et militaire dans un proche avenir et si les Européens ratent le train qui déjà est en marche, il en est fait de leur indépendance. Quelle serait alors l'utilité d'une défense militaire de l'Europe?

Eurêka est un projet civil comme le prouvent les six secteurs de recherche proposés (optronique, matériaux nou-

veaux, grands ordinateurs, lasers de puissance, intelligence artificielle et micro-électronique très rapide). Mais de toute évidence, ces technologies de l'avenir sont ambivalentes et personne ne sait, au début des recherches, quelles seront l'ampleur et la nature des retombées. Au départ, les technologies civiles et militaires sont les mêmes. C'est sur ce tronc commun que les Européens entendent collaborer.

Si, pour les prochaines décennies, la doctrine de la dissuasion nucléaire

garde encore toute sa valeur, il est fort improbable qu'il en aille de même au-delà de l'horizon 2010. Eurêka pourrait être le point de départ d'une évolution qui donnera les moyens de faire face aux menaces pesant sur l'équilibre stratégique qui nous garantit la non-guerre depuis quarante ans. Mais le chemin sera long et semé d'embûches; Eurêka a déjà raté son premier test: la France ne participera pas à la construction du nouvel avion de combat européen.

D. J.

